

EDITO

La Belgique hors de l'OTAN : Utopie pacifiste ou nécessité vitale ?



Caricature soviétique des années 50

L'OTAN a été créée en 1949 pour détruire son « ennemi systémique », l'Union Soviétique. En 1991, le Pacte de Varsovie a été dissous et en 1992, l'URSS a été démantelée. Mais, l'OTAN loin de se dissoudre, n'a fait que s'étendre. Et la Russie a pris « tout naturellement » la place de l'URSS dans le rôle d'ennemi systémique. De plus, le dernier sommet de l'OTAN a acté officiellement l'ajout de nouveaux ennemis : la Chine, l'Iran, la Corée du Nord.

Malgré les menaces tonitruantes de la nouvelle administration étatsunienne, malgré le spectacle des désaccords et conflits entre membres, malgré les velléités des dirigeants de l'Union Européenne de faire de l'Europe une grande puissance militaire supranationale, l'OTAN n'est pas pour autant en train de disparaître. Dans les faits, le psychodrame Trump n'a fait que justifier l'explosion des budgets militaires des membres de l'Alliance Atlantique, et Trump exige maintenant de ses membres 5% de leur PIB. Docilement suivi par Rutte, qui réclame « *considérablement plus que 3%* ». L'Alliance, et les Etats qui la composent étaient déjà surarmés depuis bien avant l'intervention militaire russe en Ukraine, et le prochain sommet de l'OTAN de

juin 2025 va encore organiser une surenchère de la course aux armements et susciter de nouvelles guerres.

La Belgique fait partie de l'OTAN depuis sa fondation et nos gouvernements successifs se sont soumis à ses directives et ont participé à toutes les agressions de l'OTAN dans le monde. Sans aucun souci de la population belge qui a manifesté à de nombreuses reprises son refus de la guerre et de la course aux armements, de l'achat de bombardiers, du déploiement de missiles nucléaires et de la présence de bombes atomiques à Kleine Brogel.

Ce 8 avril, le premier ministre De Wever, le ministre de la Défense Théo Francken, celui des Affaires Etrangères Maxime Prévot, le chef des armées, Frederik Vansina, et les grands patrons de l'industrie militaire sont partis en Ukraine. Les patrons espèrent faire de juteuses affaires grâce à la guerre, alors que des millions de travailleurs de notre pays devront faire des sacrifices pour payer les dépenses militaires aux dépens de nos acquis sociaux.

Le gouvernement Arizona offre en dot à Zelensky 1 milliard d'euros soutirés des taxes sur les avoirs russes immobilisés en Belgique, avec comme contrepartie des contrats de production d'armes et munitions pour « nos » entreprises en Ukraine. Les va-t-en guerre entendent se remplir les poches grâce à l'économie de guerre. En d'autres termes, De Wever détourne 1 milliard d'euros de taxes, soit de l'argent public, pour favoriser des contrats de sociétés privées. Double jackpot pour celles-ci ? En s'accordant sur la production en Ukraine, mais sans recourir à du personnel détaché de Belgique, elles échapperaient à l'application du droit belge et de l'UE, aux obligations juridiques en matière de conditions de travail, de rémunération, de représentation des travailleurs au sein de leur entreprise...

Les mobilisations massives des travailleurs en Belgique pour défendre les droits sociaux expriment aussi le refus de payer pour les guerres de l'OTAN. Elles rejoignent les résistances dans les autres pays de l'Alliance. Que les luttes contre l'économie de guerre et la culture militariste s'internationalisent et s'unifient !

Sortir la Belgique de l'OTAN ! Cette revendication fondamentale devrait revenir d'urgence en tête de l'agenda du mouvement de la paix, des associations, des organisations politiques et syndicales progressistes de notre pays. La machine de guerre de l'OTAN poursuit une course de plus en plus folle qui nous entraîne vers une nouvelle guerre mondiale.

Plateforme ‘Stop Militarisation’ 4

Regain de convoitises autour des avoirs russes
Marie-Thérèse Jacot-Descombes..... 6

L’UE et le retour militariste de l’Allemagne
Vladimir Caller8

L’Europe « de la paix » prépare-t-elle la paix ?
Roland Marounek 9

Les résistances aux politiques militaristes 10

80 ans de la victoire sur le nazisme: le premier ministre slovaque brave l’interdit de l’UE..... 12

Serbie, révolution de couleur en marche?
Georges Berghezan 13

La guerre des récits
Erik Rydberg..... 14

Le silence médiatique comme arme de guerre
Roland Marounek 16

L’Occident contre le CRINK
Manlio Dinucci 17

Brèves 18

Ont collaboré à ce numéro

Georges Berghezan, Vladimir Caller, Marie-Thérèse Jacot-Descombes, Fotoula Ioannidis, Roland Marounek, Claudine Pôlet, Erik Rydberg.

Remerciements, usuels, à Manlio Dinucci et à Marie-Ange Patrizio pour la diffusion du ‘bref résumé’ et sa traduction.

Conférence pour la paix : ‘Stop à la militarisation’

Mercredi 14 mai 2025 de 19h à 21h

**De Markten – Vieux Marché aux Grains 5,
1000 Bruxelles**

Le gouvernement prévoit d'augmenter les dépenses militaires de plus de 4 milliards par an dès la fin de cette année. Outre les politiques d'austérité qu'il met déjà en place, un « fonds pour la défense » sera créé pour financer l'armement avec la vente d'actifs de l'État. Pour convaincre la population d'accepter cette militarisation, le gouvernement veut instaurer une « *nouvelle culture de la sécurité* ».

Plusieurs organisations du mouvement pour la paix belge proposent de développer une nouvelle campagne contre ces projets, sous la bannière « Stop militarisation ». Elles veulent mettre en garde contre les conséquences du militarisme et appellent à une politique de sécurité alternative, centrée sur une diplomatie active visant la désescalade et le renforcement du système multilatéral. Un système dans lequel la sécurité des uns ne peut être recherchée aux dépens des autres.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui s'interrogent vis-à-vis des projets d'augmentation des dépenses militaires et qui souhaitent participer au renforcement de la campagne contre la militarisation à prendre part à la conférence pour la paix au cours de laquelle le manifeste « Stop militarisation » sera présenté. La conférence sera l'occasion d'échanger entre associations de la société civile et le public présent autour de leurs idées, commentaires et propositions sur les manières d'organiser la résistance la plus large et efficace contre le militarisme à courte vue.

Programme :

19h : Accueil

19:10 : Pourquoi un mouvement de paix solide est nécessaire

19:20 : Présentation du manifeste “Stop militarisation” :

- Analyse de la militarisation et de ses conséquences, du contexte géostratégique et des projets militaires du gouvernement
- La nécessité de politiques de sécurité alternatives

19:40 : Le traitement médiatique des projets de militarisation

19:50 : Commentaires de représentant.e.s de la société civile (syndicats, mouvement environnemental, jeunes, femmes, solidarité internationale,...)

20:10 : Pause

20:20 : Réactions et échanges avec le public. Comment renforcer le mouvement contre la militarisation?

Dans les mouvements de la paix, de défense de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, une prise de conscience commence à apparaître sur la nécessité de faire face à la militarisation accélérée de notre société qui se fait sur le dos des populations et sur les détournements colossaux des budgets destinés à la sécurité sociale – la seule vraie sécurité – vers l'industrie militaire, vers l'économie de guerre et les budgets de la Défense en train d'exploser. La convergence des différentes luttes sociales s'est exprimée avec force dans la manifestation historique des « 100.000 » du 13 février 2025, car toutes les revendications se rejoignent. Un nombre important d'associations de paix se rassemblent pour constituer une vaste PLATEFORME STOP MILITARISATION en Belgique.

Nous publions ci-après le Manifeste de cette plateforme, basé sur une analyse des dépenses militaires du gouvernement Arizona que l'on peut trouver dans son intégralité sur le site du Comité de Surveillance Otan (csotan.org).

Plateforme 'Stop Militarisation'

Les armes rendent le monde plus dangereux

Stop à l'augmentation des dépenses militaires et à la militarisation de nos sociétés

Le génocide à Gaza, la guerre en Ukraine, au Congo, au Soudan et tous les nombreux autres conflits armés mettent le système international sous très forte pression. La guerre est une horreur et la recherche de solutions est essentielle. Le gouvernement belge n'envisage qu'une seule option : plus d'armes et plus de dépenses militaires. Mais l'histoire montre que cela ne mène pas à la paix, ni ne permet de garantir la "sécurité".

Les problèmes de sécurité internationale sont enracinés dans les bouleversements socio-économiques et environnementaux, le pillage et l'exploitation ou sont les conséquences d'un manque de diplomatie et de mécanismes multilatéraux de sécurité collective.

Réduire la sécurité à une question d'armement et de confrontation militaire présente d'énormes dangers. La militarisation toujours plus soutenue de la scène internationale empêche la coopération multilatérale, pourtant indispensable si l'on veut s'attaquer aux problématiques mondiales urgentes, dont la pauvreté, la faim, le logement, le dérèglement climatique, le génocide, les conflits armés ou la menace nucléaire. L'augmentation continue des dépenses militaires s'organise au détriment des ressources nécessaires aux mécanismes qui assurent réellement la sécurité des individus et de la planète.

Une architecture de sécurité inclusive, qui accorde une place centrale à la diplomatie, au

désarmement, à la justice sociale et à la durabilité environnementale doit être au cœur de notre approche visant à assurer la paix et la sécurité. Nous appelons le gouvernement à réviser en profondeur l'accord de coalition dans ce sens.

1. Pour une société en sécurité, pas d'augmentation des dépenses militaires

Le budget militaire belge a doublé entre 2017 et 2024, passant de 3,9 milliards d'euros à 7,9 milliards d'euros. Il a bénéficié de deux cycles de "recapitalisation" avec des injections financières de 9,2 milliards (gouvernement Michel, 2019) et 10,2 milliards (gouvernement De Croo, 2022). Pourtant, et malgré la période d'austérité budgétaire annoncée pour cette législature, le gouvernement Arizona souhaite encore augmenter les dépenses militaires de la Belgique à 2 % du PIB d'ici 2029 et 2,5 % d'ici 2034. Entre-temps, le gouvernement semble même vouloir accélérer ses ambitions pour atteindre l'objectif de 2 % déjà en 2025. Cela correspond à une augmentation de 4,5 milliards d'euros du budget annuel de l'armée belge. L'équivalent de ce qu'on annonce comme économie sur les dépenses sociales et les services publics durant cette législature.

Toutefois, selon le secrétaire général de l'OTAN, cela reste insuffisant. Il appelle à ce que les dépenses en matière d'éducation, de santé et de pensions soient encore réduites au profit des budgets militaires. Dans la perspective de son sommet en juin 2025, l'OTAN envisage ainsi

d'augmenter la "norme budgétaire" à au moins 3 %. Officiellement, cette nouvelle "nécessité" se fait sentir à cause de la "menace russe". Or, aujourd'hui déjà, les dépenses militaires de la Russie représentent à peine 10% de celles des États membres de l'OTAN, et à peine 1/3 de ce que les pays européens dépensent pour leurs armées, alors que la Russie est empêtrée dans le borborygme de la guerre en Ukraine. La possibilité que la Russie s'engage dans une confrontation militaire avec un État membre de l'OTAN est très largement contestable et ne permet pas de légitimer cette militarisation continue.

Nous demandons instamment de réallouer les investissements envisagés vers la sécurité sociale, les services publics, la solidarité internationale, la lutte contre le dérèglement du climat ou l'accueil des réfugiés. Vers tous les mécanismes qui participent effectivement et réellement à la sécurité humaine.

2. Pas de vente d'actifs publics au profit de l'industrie militaire

Le gouvernement prévoit de puiser une part significative des ressources destinées à l'augmentation du budget de l'armée dans un nouveau "fonds pour la défense" à créer. Celui-ci serait alimenté par la vente d'actifs publics. En pratique, cela signifie que les fonds issus de biens publics seraient injectés dans l'industrie de l'armement et dans l'achat de matériel de guerre, y compris des avions de chasse supplémentaires et une troisième frégate.

Nous nous opposons à la privatisation des ressources collectives au profit du complexe militaro-industriel et rappelons qu'il est illusoire de croire que plus d'armes garantira plus de sécurité.

3. Diplomatie, désescalade et garanties mutuelles de sécurité

Nous rejetons un ordre mondial fondé sur les rivalités entre blocs de puissance visant la domination géostratégique.

La fin de la guerre en Ukraine peut ouvrir la voie à une nouvelle prise de conscience de la nécessité d'investir dans un système de sécurité inclusif, basé sur le principe que la sécurité ne peut être

recherchée au détriment des autres. La Belgique peut jouer un rôle proactif dans l'établissement d'un accord de paix avec la Russie basé sur le respect du droit international, les intérêts de sécurité mutuels et le désarmement. La diplomatie et la désescalade constituent les matrices d'une paix durable.

Il est impératif de poursuivre une politique volontariste qui vise à préserver et à renforcer le système multilatéral, le droit international et les droits humains.

4. Les armes nucléaires hors de Belgique

La guerre en Ukraine a à nouveau rendu perceptible le danger d'une confrontation nucléaire. Il est inacceptable que le gouvernement refuse de confirmer officiellement la présence d'armes nucléaires étatsuniennes sur le territoire belge et refuse de communiquer sur le déploiement récent de nouvelles bombes nucléaires B61-12 dans notre pays. Ces armes nucléaires font de notre pays une cible et augmentent l'insécurité. Pour les déployer, notre pays a en outre commandé 34 avions de combat F-35 à un coût exorbitant. Le gouvernement doit mettre fin au secret et permettre un débat transparent. Nous voulons que ces armes de destruction massive quittent notre territoire. Le gouvernement peut prendre l'initiative pour une Europe et un monde dénucléarisés. La Belgique devrait adhérer au Traité d'interdiction des armes nucléaires.

5. Une culture militariste n'est pas une culture de la sécurité

Pour convaincre la population d'accepter l'augmentation des dépenses militaires et la militarisation, le gouvernement entend développer "une approche pansociétale", pour sensibiliser "l'ensemble de la société à une nouvelle culture de la sécurité". En d'autres termes, il tente d'effrayer la communauté. Or, la culture militarisée de la sécurité ne permet pas à une société de comprendre ou de relever les défis majeurs auxquels l'humanité est confrontée. Nous appelons à la promotion active des droits humains, de la démocratie et de la justice - en bref, à la promotion d'une culture de la paix, dans laquelle l'éducation occupe un rôle central.

Regain de convoitises autour des avoirs russes "gelés"

Le 3 mars dernier, le Président Trump annonçait qu'il suspendait l'aide des USA à l'Ukraine. De quoi requinquer, au sein de l'UE, les partisans de la confiscation des avoirs de la Banque de Russie confiés par celle-ci à Euroclear (Dépositaire Central International de Titres sise à, Bruxelles).

Fin février 2022, sitôt après le début du conflit ukrainien, le G7 (Etats-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Canada et Japon) et l'Union européenne avaient sanctionné la Russie en "gelant" ses actifs situés sur leurs territoires. Pour l'Union Européenne, le "gel" portait sur environ 200 milliards d'euros d'actifs déposés chez Euroclear. Ainsi que 24,9 milliards d'euros d'avoirs privés, dont on parle moins.

"Gelés" en vue de négocier, avec la Russie, la fin de la guerre ? Pour nombre de responsables politiques européens, il s'agissait plutôt d'une mesure en vue d'une appropriation pure et simple, si possible, de ces avoirs. Motif : aide à l'Ukraine.

En attendant un éventuel passage à l'étape "appropriation", le Conseil Européen rediscute, et décide, à l'unanimité, tous les six mois, la prolongation de cette sanction. La dernière a été décidée le 31 janvier 2025, après quelques jours de suspense : la Hongrie menaçait d'y opposer son veto, jusqu'à ce qu'elle reçoive des garanties en matière de fournitures de pétrole et de gaz. La prochaine échéance est fixée au 31 juillet 2025.

Voltes-faces, donc, du Président Trump, qui, dès le début de son mandat, tente de se rapprocher de Poutine, se distancie de ceux qui se croyaient ses alliés à vie et leur demande d'augmenter considérablement leur participation au budget de l'OTAN et à leur propre défense.

L'Union Européenne va-t-elle tenter de jouer un rôle dans d'éventuelles négociations de paix entre Russie et Ukraine ? Non, tournant le dos à tout effort diplomatique, elle choisit de poursuivre les hostilités, voire d'en assumer le premier rôle, et surtout, d'y apporter un soutien financier... qui ne craint pas la démesure. C'est l'occasion saisie par ceux qui convoitent les avoirs russes "gelés" de lancer un nouvel assaut en vue de leur appropriation.

Mais les opposants à la confiscation résistent ...

Leurs réticences, plutôt que d'ordre éthique ou moral, sont d'ordre pragmatique, et surtout d'ordre juridique :

- pragmatique, de sens commun : confisquer un dépôt dans une banque, sans décision d'une instance judiciaire, provoquerait une perte de confiance des déposants en notre système bancaire ; selon Christine Lagarde, Présidente de la Banque Centrale Européenne (BCE), la mesure risque de saper l'euro et de conduire les détenteurs de réserves en euros à repenser leurs placements. Même avis de la part du Premier ministre belge Bart De Wever.

- juridique, ainsi, ils invoquent, entre autres :

- Le principe de l'immunité des états :

C'est un principe qui fait l'objet d'une convention datée de 2004, mais à laquelle manquent encore 30 ratifications pour qu'elle entre en vigueur. Mais selon un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme de 2011, cette convention reflète le droit international coutumier.

- Le droit de l'Union Européenne :

Selon le député français Bastien Lachaud (LFI), interviewé le 4 mars 2025 par *Les Surligneurs*,

« Le gel des avoirs prive de l'usage, pas de la propriété.(...) Le gel des fonds russes est précisément défini par l'article premier, au point f, du règlement 269.14 du Conseil du 17 mars 2014. Il s'agit d'une action visant à "empêcher tout mouvement, transfert, modification, utilisation, manipulation de fonds ou accès à ceux-ci qui aurait pour conséquence un changement de leur volume, de leur montant, de leur localisation, de leur propriété, de leur possession, de leur nature, de leur destination ou toute autre modification qui pourrait en permettre l'utilisation, y compris la gestion de portefeuilles ». Cela signifie que plus aucune action n'est possible sur des fonds gelés, mais ces derniers restent la propriété de l'État russe ou des entités sanctionnées.

Le gel des fonds vise à limiter au maximum les opérations susceptibles d'être opérées sur lesdits fonds et, donc, à priver l'entité sanctionnée non pas des fonds mêmes, mais de leur usage (décision de la Cour de justice de l'Union européenne, 11 novembre 2021). C'est ce que confirme la Cour de cassation française dans une décision de 2022, relative aux gels d'avoirs libyens, lorsqu'elle juge qu'aucune action, même judiciaire, ne peut être entreprise pour débloquer ces fonds gelés sans une autorisation du directeur général du Trésor."

S'opposent à la confiscation : l'Allemagne, la Banque centrale Européenne (Christine Lagarde)...

En Belgique, Bart De Wever s'est déclaré contre au sortir d'un des derniers sommets de l'UE : « *Personne n'a parlé des avoirs russes gelés, et j'en suis très heureux* » ... « *Confisquer les avoirs russes gelés, ce serait un acte de guerre.* »

Les partisans de la confiscation, cherchent, eux, à lui construire un fondement juridique.

Par exemple, l'argument dit d'une "contre-mesure" :

« une contre-mesure sur la base de la responsabilité des États pour des faits illicites en droit international. Cela a déjà été largement thématiqué. Il y a eu une guerre d'agression de la Russie, un crime d'agression selon le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Une décision a été rendue, constatant une violation de la Charte des Nations Unies. Il s'agit donc d'un acte illicite qui justifie la mise en place de contre-mesures, pouvant notamment concerner les biens gelés. »

Sont favorables à la confiscation : La Grande-Bretagne, la Pologne, les Etats Baltes, la Haute représentante pour la politique étrangère de l'UE Kaja Kallas ...

En Belgique :

Ecolo :

Le 5 mars 2025, la Libre Belgique titre : « *Guerre en Ukraine : pour financer la défense européenne, Ecolo réclame la confiscation des avoirs russes.* » « *Ecolo réclame la confiscation des avoirs russes gelés en Europe, et pour la plupart en Belgique, afin de financer un plan de défense européen ambitieux et constituer des provisions en vue de reconstruire l'Ukraine. Selon les Verts, il s'agit de la seule option qui ne fera pas "trinquer" les contribuables européens.* » - Samuel Cogolati avait déposé dès 2023, avec Wouter De Vriendt, une proposition de résolution visant à confisquer les avoirs russes en Belgique.

Paul Magnette (Parti Socialiste):

Sur X : « *Face à l'alliance entre Trump et Poutine, l'Europe doit d'urgence affirmer son indépendance stratégique et militaire. Mais les dépenses d'armement ne doivent être payées ni par les pensionnés et les travailleurs, ni par les fonds européens destinés aux régions en difficulté. Nous avons déjà saisi 1,7 milliards des avoirs russes pour aider l'Ukraine sous la Vivaldi en 2024. Il faut maintenant saisir l'ensemble des avoirs russes situés en Europe, estimés à 300 milliards - soit trois fois plus que les avoirs européens en Russie. Les oligarques sont les premiers soutiens de Poutine et Trump, il faut les faire payer.* »

Paul Magnette vise ici non seulement les avoirs de la Fédération de Russie, mais également ceux déposés par environ 2.400 personnes privées et entités désignées comme "russes", et de ce fait sanctionnées, dont les noms figurent sur une liste dressée par l'UE. Nombre d'entre elles ont contesté cette inscription, et obtiennent d'en être biffées – cette liste est revue également tous les six mois.

Paul Magnette réaffirme cette position sur BelRTL, selon Le Soir du 5 mars 2025, en réponse aux projets de Théo Francken relatifs aux objectifs de l'Arizona en matière de budget de la défense et des moyens envisagés pour y parvenir (Fonds de la Défense, vente d'actifs de l'Etat) : « *tout comme DéFI, il privilégie plutôt la confiscation des avoirs russes pour financer l'aide à l'Ukraine, une piste déjà écartée par le Premier ministre Bart De Wever. "Il y a plus de 200 milliards de revenus des Russes, qui sont localisés en Europe, ce qu'on appelle les avoirs russes. En plus, il se fait qu'ils sont ici à Bruxelles, en Belgique", a insisté Paul Magnette.* »

Pour l'instant, la question reste donc en suspens.

Rien n'a été décidé, sur ce plan, lors du dernier sommet de l'UE du 6 mars 2025. Un débat au Parlement européen a eu lieu le 12 mars 2025, mais aucune résolution n'a été votée.

Des œufs d'or ...

Les fonds restent donc "gelés". Mais les revenus qu'ils continuent de produire, quant à eux, sont disponibles comme décidé par le Règlement du Conseil Européen 269/2014. Et, conformément à un règlement adopté en mai 2024 par la Commission européenne, l'essentiel doit en être versé au Fonds européen pour l'Ukraine.

En 2024, ces fonds ont généré 6,9 milliards de revenus. Euroclear a effectué un premier versement de 1,55 milliard en juillet 2024. Un deuxième versement, de 2 milliards, était prévu pour mars 2025.

Œufs d'or pour la Belgique aussi : l'Etat belge prélève sur ces revenus un impôt sur les sociétés de 25 %. Il a perçu à ce titre, pour 2024, 1,7 milliard. qui devait être rétrocédé à l'Ukraine. Soustrait au Trésor belge, au détriment donc des besoins de la population du pays.

Marie-Thérèse Jacot-Descombes

Sources: L'Echo ; La Matinale Européenne ; France Culture ; Les Surligneurs ; La Libre Belgique ; site du Conseil Européen ; Le Soir ; Trends-Le Vif.

Voir les références complètes sur le site du CSO

L'UE et le retour militariste de l'Allemagne

Avant même la réunion convoquée pour le premier week-end de mars par la présidente de la Commission européenne pour discuter de la sécurité en Europe, le PDG du groupe allemand Rheinmetall, Armin Papperger, annonçait que son groupe envisageait la conversion de deux de ses usines de composants automobiles, qui fournissaient des pièces pour Golf et Audi, à la production d'armements en raison de la très forte demande. Allant plus loin, il annonçait également vouloir reprendre l'usine Volkswagen d'Osnabrück, menacée de fermeture, pour y produire des chars.

En fait, les perspectives d'affaires sont si bonnes dans le domaine de l'armement suite aux décisions de l'UE de tout faire pour militariser les économies européennes que, si les choses continuent à ce rythme, on risque d'avoir prochainement des missiles Porsche (de luxe, bien entendu...)¹. Blague à part, on en est à se demander si l'ancienne ministre de la Défense du gouvernement Merkel et aujourd'hui présidente de la Commission européenne n'aurait pas des rapports un peu trop amicaux avec ses compatriotes du groupe en question.

Ils ont de quoi danser de bonheur les actionnaires marchands du groupe. Selon le site spécialisé dans la défense, Saxo, son chiffre d'affaires en 2024 (7,17 milliards €) a augmenté de 36 %, atteignant 9,75 et l'entreprise prévoit une croissance de 25 à 30 % en 2025. Evolution due au fait que, suivant les commandes chaque fois plus sophistiquées et performantes le groupe investit, en plus du matériel traditionnel, dans des systèmes de drones et anti-drones, des logiciels de combat pilotés par IA et des solutions de défense aérienne mobiles. L'euphorie est telle que Rheinmetall a déclaré qu'elle pourrait assumer, seule, 20 à 25 % des dépenses en équipement de l'OTAN en Europe jusqu'en 2030². Elle se prépare d'ailleurs à la perspective de réarmer l'Ukraine après la conclusion d'un accord de paix au cas où, l'exigence russe d'une Ukraine désarmée ne soit pas adoptée.

Euphorie guerrière...

Non seulement l'OTAN ! Le gouvernement de Berlin a attribué à Rheinmetall un contrat-cadre de 8,5 milliards d'euros pour la livraison d'obus de 155 mm. Pour faire face à une demande d'une si importante dimension, le groupe devra faire appel à ses différentes unités de production implantées en Afrique du Sud, en Espagne, en Hongrie et, prochainement, en Ukraine, où le groupe a récemment annoncé la création d'une coentreprise avec une société partenaire ukrainienne où le groupe prévoit de produire jusqu'à 700.000 obus et 10.000 tonnes de poudre par an³.

Il n'exagère guère alors Armin Papperger lorsqu'il dit prévoir un volume de commandes de 300 milliards €

pour l'entreprise au cours des cinq prochaines années car, selon lui, le budget européen de la défense pourrait atteindre 1.000 milliards d'euros d'ici 2030. Avenir si prometteur qu'il envisage d'étendre considérablement sa présence aux États-Unis, où elle réalise actuellement un chiffre d'affaires d'un milliard de dollars. M. Papperger a déclaré que l'entreprise prévoyait au moins de doubler ce chiffre.

Et les politiques dans tout ça ?

Inutile de dire combien la colossale campagne médiatique, 25 heures sur 24 alertant sur l'imminence d'une attaque militaire russe dans nos paisibles communes, accompagnée des bombardements ciblés sur nos villes a eu de succès, tellement elle manie les techniques pour fabriquer des sentiments et comportements anxigènes. Argument dont l'absurde frôle le pathétique si l'on pense que l'armée russe a tardé presque neuf mois avant de pouvoir reprendre la ville de Koursk

Pas très étonnant, que l'opinion publique générale soit influencée par cette rhétorique. Ainsi, selon un sondage de la chaîne de télévision ZDF, 76% des personnes interrogées se déclarent en faveur d'une augmentation des moyens de la Bundeswehr, même si cela implique une augmentation de la dette du pays. Pas de surprise alors que l'alliance PS-CDU se propose d'avoir une armée de 500 000 soldats. Des voix commencent même à suggérer l'intérêt de songer à l'atome militaire.

Pour ce qui est de la droite gauche, un parti socialiste plus atlantiste que jamais avec le ministre de Défense Boris Pistorius porteur de positions qui n'ont rien à envier à celles de Mme Kallas à l'Union européenne. Plus à gauche, un incident qui s'est produit ce 24 mars lors des débats au Bundestag sur le budget de la défense illustre bien des claires différences entre les forces composantes de la droite 'gauche radicale', lorsque le groupe de députés du parti BSW Sahra Wagenknecht a cru opportun de brandir des pancartes avec, en gros caractères, la phrase « *En 1914 comme en 2025 : non aux crédits de guerre !* ». Le geste, estimé pas courtois et irrespectueux pour le parlement, motiva un sévère rappel à l'ordre. La personne chargée de la réprimande fut Petra Pau, la vice-présidente du Bundestag, et membre du parti *Die Linke*.

Vladimir Caller

1. Entre 2021 et 2024, les dépenses de défense totales des États membres de l'UE ont augmenté de plus de 30 %. En 2024, elles ont atteint quelque 326 milliards d'euros, soit environ 1,9 % du PIB de l'UE. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/defence-numbers/#0>

2. <https://www.opex360.com/2024/06/22/berlin-a-attribue-a-rheinmetall-un-contrat-cadre-de-85-milliards-deuros-pour-la-livraison-dobus-de-155-mm/>

3. <https://fr.businessam.be/rheinmetall-forte-croissance-chiffre-daffaires-augmentation-budgets-de-defense-europeens/>

L'Europe « de la paix » veut-elle vraiment la paix en préparant la guerre ?

Le plan de l'Union européenne à 800 milliards d'euros « *Rearm Europe* », a été rebaptisé « *Readiness 2030* ». Était-ce parce que le terme « réarmer » était par trop incongru pour une entité à ce point déjà surarmée ? Que ce soit au niveau du budget, des forces navales, terrestres et aériennes, les seuls pays de l'Union Européenne, sans compter la Grande-Bretagne, ni les autres pays européens de l'OTAN, dépassent déjà largement la Russie.

Ceci sans même mettre dans la balance les États-Unis, champion hors catégories, qui en cas de guerre ouverte contre la Russie seraient de toute évidence aux côtés, ou alors juste derrière les Européens - même si ceux-ci font semblant de s'effrayer du contraire.

Le seul domaine où la Russie domine sans conteste est celui de l'armement nucléaire - son assurance-vie ? « *S'ils n'avaient pas d'armes nucléaires, nous aurions déjà chassé les Russes d'Ukraine* », affirmait en novembre dernier le chef du comité militaire de l'OTAN¹. Les 800 milliards, est-ce pour la battre sur ce point ?

Prophétie auto-réalisatrice

Au vu de ses contre-performances en Ukraine on imagine mal comment la Russie se risquerait à attaquer l'entité surarmée qui l'encerclé, même si elle en avait l'intention.

Sauf, bien entendu si elle se persuadait elle-même de l'imminence de sa destruction.

Et c'est vrai qu'il ne serait pas difficile de s'en convaincre, à écouter les discours des dirigeants de l'UE pour lesquels la Russie doit mordre la poussière, coûte que coûte. « *Russia Delenda Est !* » assène le président letton, « *Il faut militariser l'Ukraine jusqu'aux dents* », affirme son homologue finlandais. Quant à la cheffe de la diplomatie européenne, elle plaide ouvertement pour la capitulation inconditionnelle et le morcellement de la Russie².

L'UE a une conception de plus en plus curieuse de la « promotion de la paix », qu'elle porte pourtant haut en étendard.

Les dirigeants européens feignent de ne voir dans la guerre d'Ukraine que l'expression de « l'impérialisme russe », rejetant comme propagande ses préoccupations légitimes de sécurité. Ce narratif dans lequel ils se sont enfermés, rend impossible toute issue autre que la défaite totale de la Russie, et « honteuse » toute suggestion de négociation.

Que cette Europe-là annonce injecter 800 milliards pour un prétendu « réarmement » pourrait effectivement inciter les dirigeants russes à ne pas attendre que l'Europe ait fini d'accumuler la force suffisante de l'anéantir sans appel. L'investissement gigantesque dans la « sécurité » aboutit donc au résultat parfaitement inverse, celui d'accroître l'insécurité en augmentant le danger de guerre.

La croissance par l'industrie de guerre

Une autre petite musique se fait entendre avec de plus en plus d'insistance. Pour une Europe à bout de souffle économiquement, lourdement plombée par ses propres sanctions antirusse, cet investissement massif dans l'industrie de guerre apparaît à certains comme une « solution » miracle pour relancer artificiellement la croissance. Le cours des actions des sociétés liées à la « défense » bondissent. Les marchands de canons sont aux anges.

Autre avantage indéniable d'une économie de guerre « patriotique » : La protestation et la lutte contre le détournement des moyens publics au profit de la défense sont stigmatisés comme « antipatriotique », voire comme de l'intelligence avec l'ennemi. « *Ceux qui ne voient pas la menace existentielle de la Russie font partie de la 5^e colonne de Poutine* » tonne notre Premier ministre. La guerre à l'extérieur mène au fascisme à l'intérieur

Dans les années 1930, le 3^e Reich avait pareillement relancé spectaculairement l'économie allemande sinistrée en investissement massivement dans l'industrie de guerre. Certains avaient alors applaudi au miracle économique...

Préparer la guerre a toujours mené à la guerre

« *Si tu veux la paix, prépare la guerre* », jamais aura-t-on entendu autant cette maxime que ces derniers temps. Reflet de la sagesse populaire, de l'expérience des siècles passés ? Il est vrai que depuis l'époque de la fin de l'Empire romain où il aurait été la première fois dégainé, ce dicton n'a cessé de faire la preuve de sa pertinence, avec tout l'éclat des bombes : les pays européens n'ont eu de cesse de préparer les guerres, et dans les faits de passer effectivement d'une guerre et d'un massacre à l'autre. Et avec toujours la même bonne conscience, et la même certitude d'être du côté de bien, du juste, et l'ennemi du côté de la barbarie.

Désire-t-on réellement ce retour aux temps glorieux des boucheries des siècles passés, armes atomiques en prime ? Combien de fois dans l'histoire de l'humanité a-t-on pu observer que l'armement à outrance d'une partie débouchait sur la guerre, que ce soit parce que l'un se sentait suffisamment assuré d'anéantir l'autre, ou que cet ennemi estimait qu'une attaque préventive était préférable à la certitude d'être anéanti ?

Readiness 2030 : être prêt pour une guerre en 2030 ? Il est urgent de sortir de ce piège mortel dans lequel nous sommes entraînés par l'UE otanisée.

Roland Marounek

1. lindependant.fr, 13/11/2024

2. youtube.com/watch?v=PcFUnybWftM

Les résistances aux politiques

GRECE

Manifestations au Pirée - Protestations des habitants, syndicalistes, pacifistes contre l'arrivée du Porte-avion français "Charles de Gaulle" - le 12 avril 2025

Le Charles De Gaulle est un porte-avions nucléaire de la Marine nationale française, dont il est le bâtiment majeur. Il est le premier et unique bâtiment de combat de surface à propulsion nucléaire construit en Europe occidentale. Le 7 avril 2025, il est arrivé en Mer Méditerranée **pour des exercices communs UE OTAN et dans le cadre des discussions IRAN/ USA sur le « Dossier nucléaire Iran ».**

Déclaration du syndicat EEDYE section Pirée :

« Nous manifestons une fois de plus notre opposition contre l'implication plus profonde de notre pays dans les plans de guerre des États-Unis, de l'OTAN, de l'UE. La préparation de la guerre aux compétitions des grands groupes monopolistiques, aux transports commerciaux et de transport d'énergie et à l'économie mondiale apporte de nouvelles souffrances aux peuples. 800 milliards d'euros sont débloqués par l'Union européenne, volés à la sueur des travailleurs. Les dépenses de guerre augmentent à 5% du PIB du pays, fait à partir des richesses que l'État nous vole et de l'emploi des heures de travail interminables.

Nous avons payé leur crise, nous payons leur croissance, nous ne paierons pas leurs frais, leur économie de guerre et leur guerre. Nous continuons et renforçons la lutte pour que

- ☞ la Grèce cesse de participer aux plans impérialistes
- ☞ toutes les bases militaires de l'OTAN et des États-Unis dans notre pays, qui sont utilisées comme tremplins de guerre, soient fermées maintenant.
- ☞ aucune concession ne soit donnée au port du Pirée et ses infrastructures pour les objectifs de l'OTAN.

Le Pirée, un port pour les peuples - NON à la guerre et aux impérialistes »

Fotoula Ioannidis



ITALIE



Le 5 avril, Rome a été le théâtre d'une manifestation massive de plus de 100.000 personnes contre le plan de réarmement de 800 milliards d'euros proposé par la Commission européenne. Appelée par le Mouvement Cinq Étoiles et soutenue par le Parti de la Refondation Communiste, la mobilisation a rassemblé diverses voix opposées à ce projet, cherchant à construire un front populaire alternatif à la droite.

Dans les semaines qui suivent d'autres manifestations encore plus massives seront organisées avec un plus grand nombre d'associations, sous le slogan "STOP REARM EUROPE"

Source: Franco Ferrari
(Rifundazione Comunista-European Sinister)

militaristes de l'OTAN et de l'UE

GRANDE BRETAGNE



Après 18 ans de lutte contre les armes nucléaires américaines, des militants britanniques contestent le retour de ces armes en organisant un campement de deux semaines sur la base aérienne de Lakenheath.

En prévision du retour des armes nucléaires américaines sur le sol britannique après leur retrait il y a 18 ans, des militants du monde entier se rassemblent au camp de la paix de Lakenheath du 14 au 25 avril 2025 pour

une veillée 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à l'entrée principale de la base aérienne de Lakenheath. Organisé par l'Alliance pour la paix de Lakenheath et une coalition de nombreux groupes, ce campement de 11 jours, ponctué d'événements spécifiques chaque jour, se conclura par une conférence de paix le 24 avril 2025 et un blocus de la base aérienne le 25 avril. La conférence sur la paix s'intitule « *Analyser et résister à l'expansion nucléaire américaine* » et abordera des sujets allant du militarisme mondial au commerce des armes, avec un accent particulier sur les dangers des armes nucléaires.

Source: Ann Wright, 17 avril 2025 World beyond War

BELGIQUE

Le 28 mars, le mouvement pacifiste belge a rassemblé environ 250 personnes au Carrefour de l'Europe, près de la gare centrale de Bruxelles. Cette action était une réaction aux projets du gouvernement de l'Arizona d'augmenter les dépenses militaires de 17,2 milliards d'euros au cours de la législature actuelle.

À l'aide de banderoles, de musique et d'un die-in symbolique, les militants ont clairement fait savoir que davantage d'armes et des budgets militaires plus élevés ne contribuent ni à la paix ni à la sécurité. Les participants ont symboliquement déposé des billets de banque dans une boîte, appelant ainsi à investir dans les services sociaux tels que les soins de santé, l'éducation et la coopération au développement plutôt que dans les dépenses militaires.

Les manifestants avaient quatre revendications claires :

- Investir dans les services publics, pas dans la guerre et les armes.
- Pas de vente des participations publiques au profit de l'industrie de l'armement.
- La diplomatie et la désescalade plutôt que le renforcement militaire.
- Une culture de la paix plutôt que la militarisation de la société.

Source: VREDE



Echo for Peace à Bruxelles

Le samedi 26 avril à Bruxelles et dans quatorze villes européennes, a eu lieu l'événement « *Echo for Peace* », 4 heures de musique et de plaidoyers pour la paix. Bernard Foccroulle, notre plus célèbre organiste et compositeur belge, est à la manœuvre notamment avec son Cassandra Choir et Equinox. Les plaidoyers seront prononcés par Olivier de Schutter, Françoise Tulkens, Carine Thibaut et Colette Braeckman, toutes personnalités connues pour leurs combats incessants pour un monde plus juste, plus équitable, respectueux des droits humains. (Gabrièle Lefèvre, Entreleslignes)

Commémoration des 80 ans de la victoire sur le nazisme

Le premier ministre slovaque brave l'interdit de l'UE

« Toute participation aux défilés ou célébrations du 9 mai à Moscou ne sera pas prise à la légère du côté européen! », a menacé Kaja Kallas. La commémoration des 80 ans de la victoire sur le nazisme ne doit pas se faire aux côtés de ceux qui ont le plus contribué à cette victoire. Il faut plutôt, dit Mme Kallas, la célébrer à Kiev. Aux côtés de ceux qui portent haut le souvenir des collaborationnistes nazis ukrainiens. La cérémonie aura-t-elle lieu au pied de l'un des innombrables monuments érigés depuis 2014 en l'honneur de Stepan Bandera, Iaroslav Stetsko, Roman Choukhevytch, ou autre glorieux collaborateur nazi ? Aura-t-elle lieu le long de l'avenue Stepan Bandera (ancienne avenue du Moscou), sous les bannières de la division nazie *Das Reich*, reprise fièrement par les troupes d'élites ukrainiennes Azov qui, comme leurs aînés il y a 80 ans, protègent sur le front de l'Est, l'Europe de l'invasion des barbares russes ?

Les dirigeants actuels de l'UE semblent impatients d'inverser les conclusions de la Seconde Guerre mondiale, voire pour quelques uns d'entre eux, de donner à leurs grands-parents une victoire posthume.

Le premier ministre slovaque Robert Fico a vertement réagi sur 'X' aux injonctions de l'UE:

« La Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, met en garde les dirigeants de l'UE contre toute participation aux célébrations du Jour de la Victoire à Moscou en mai. Elle affirme qu'une telle participation ne sera pas prise à la légère.

Je me rendrai à Moscou le 9 mai. L'avertissement de Mme Kallas est-il une forme de chantage ou un signal indiquant que je serai puni à mon retour de Moscou ? Je ne sais pas.

Mais je sais que nous sommes en 2025, et non en 1939.

L'avertissement de Mme Kallas confirme que nous devons discuter au sein de l'UE de l'essence même de la démocratie. De ce qui s'est passé en Roumanie et en France lors des élections présidentielles, des « Maidans » organisés par l'Occident en Géorgie et en Serbie, et de la manière dont l'abus du droit pénal contre l'opposition en Slovaquie a été ignoré.

Madame Kallas, je tiens à vous informer que je suis le Premier ministre légitime de la Slovaquie, un pays souverain. Personne ne peut me dicter où je peux ou ne peux pas voyager. Je me rendrai à Moscou pour rendre hommage aux milliers de soldats de l'Armée rouge qui sont morts en libérant la Slovaquie, ainsi qu'aux millions d'autres victimes de la terreur nazie. Tout comme j'ai rendu hommage aux victimes du débarquement en Normandie ou à celles du Pacifique, ou comme je prévois d'honorer les pilotes de la RAF. Et permettez-moi de vous rappeler que je suis l'une des rares personnes au sein de l'UE à parler constamment de la nécessité de la paix en Ukraine et à ne pas soutenir la poursuite de cette guerre insensée.

Les propos de Mme Kallas sont irrespectueux et je m'y oppose fermement. »

<https://x.com/RobertFicoSVK/status/1912168829272142161>

« L'Allemagne va prendre ses responsabilités à nouveau, en Europe et dans le monde »...

Le ministère allemand des Affaires étrangères a officiellement recommandé aux Länder, districts et communes de ne pas inviter de représentants russes et biélorusses aux commémorations organisées en Allemagne pour le 80^e anniversaire de la victoire sur le nazisme : si ces représentants viennent quand même, ils doivent être expulsés, précise le ministère. L'an passé déjà, les drapeaux soviétiques avaient été interdits à Berlin. Qui, encore, avait gagné cette guerre ?

De façon assez paradoxale, ce sont ceux qui sont désignés comme « *néo fascistes* » qui s'indignent de cette décision. Le fascisme n'est pas toujours là où l'on pointe du doigt...

Dans un déni de démocratie complet, le futur chancelier allemand Friedrich Merz a fait voter dans l'urgence par le Bundestag sortant un changement majeur de la constitution allemande, pour permettre le réarmement massif, illimité, de l'Allemagne : dans la nouvelle assemblée, les partis « extrémistes » auraient en effet disposé d'une minorité de blocage. L'Allemagne n'avait pas connu pareil réarmement depuis les années 1930, et un certain autre chancelier.

« L'Allemagne va prendre ses responsabilités à nouveau, en Europe et dans le monde » a solennellement déclaré Merz dans son message de Pâques. « 'A nouveau'... De quelle époque historique ce serait une répétition ? » s'est interrogée la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova. (R.M.)

Serbie : la « révolution de couleur » est en marche ?

Depuis le 1^{er} novembre, date de l'écroulement de l'auvent de la gare de Novi Sad, la Serbie est secouée par une vague inédite de manifestations, organisées pour la plupart par des étudiants soutenus par une partie du corps académiques et par les partis d'opposition, libérale comme nationaliste. Selon eux, cet accident – qui provoqua la mort de 16 personnes – est dû à la corruption qui aurait émaillé de récents travaux effectués dans cette gare de la seconde ville de Serbie.

Aussi réclament-ils la publication de tous les documents concernant la rénovation de la gare, ainsi que : - l'annulation des charges à l'encontre des étudiants interpellés au cours de plus de cinq mois de manifestations, - l'arrestation de contre-manifestants ayant agressé des étudiants, - l'augmentation des fonds alloués aux universités et - une enquête sur une « arme sonique » qui aurait créé un mouvement de panique lors de la plus importante de ces manifestations, le 15 mars à Belgrade.

Le président Aleksandar Vučić, au pouvoir depuis douze ans, a répondu à la plupart de ces demandes et a – enfin, diront certains – entamé une campagne contre la corruption : des dizaines de responsables économiques et politiques, la plupart membres du parti au pouvoir, le Parti progressiste serbe (SNS), ont été arrêtés pour des malversations financières, le premier ministre et le maire de Novi Sad ont démissionné, les contrats relatifs aux travaux de la gare ont été publiés, etc.

Ceci n'a guère refroidi les ardeurs de l'opposition, qui exige un « gouvernement technique » et a manifesté son mécontentement en lançant des grenades lacrymogènes en plein parlement, blessant trois députés, dont une femme enceinte. De son côté, Vučić accuse les contestataires de fomenter une « révolution de couleur » et d'être à la solde d'une puissance étrangère.

Sans nier le problème de la corruption en Serbie, il faut noter que d'autres drames qu'elle a causés dans la région, dont le récent incendie d'une discothèque en Macédoine (61 morts), n'ont pas provoqué de telles réactions dans la population. Par ailleurs, les principales ONG soutenant le mouvement (CRTA, BCBP...) ne cachent pas leur financement par des ambassades occidentales, des fondations privées comme Soros ou des agences comme la NED ou USAID.

Surtout, il ne fait aucun doute que les relations que continue d'entretenir Belgrade avec la Russie – Vučić devrait être un des rares dirigeants européens à célébrer la Victoire le 9 mai à Moscou – et son refus d'appliquer les sanctions de l'Union européenne (UE) visant ce pays ont fait de l'actuel pouvoir serbe un paria aux yeux des membres les plus éminents du « club européen ». Sans même parler de sa non-reconnaissance de l'indépendance du Kosovo ou de sa non-candidature à l'OTAN.

Cependant, bien qu'une délégation d'étudiants se soit rendue ce mois d'avril à vélo de Novi Sad jusqu'au parlement européen de Strasbourg pour y dénoncer la « violence » des autorités de Belgrade, il faut remarquer que, contrairement à d'autres « révolutions colorées », comme celle du Maïdan de Kiev, les drapeaux de l'UE sont bien rares lors des manifestations en Serbie, les drapeaux nationaux étant largement majoritaires. De même, les étudiants ont tenu à déposer des fleurs à l'occasion du 26^{ème} anniversaire du bombardement par l'OTAN de la Radio-télévision publique serbe, dont ils interdisent d'ailleurs l'accès aux journalistes et autres travailleurs depuis la mi-avril. Jusqu'ici sans être délogés par la police.

Ceci peut s'expliquer par le manque de popularité dont jouissent à la fois l'UE – à laquelle Belgrade est officiellement candidate depuis 2009 – et surtout l'OTAN, qui a amputé le pays de sa province du Kosovo après une féroce campagne de bombardements en 1999. Néanmoins, le refus des manifestants d'entamer un dialogue avec les autorités, bien qu'elles aient satisfait une partie de leurs revendications et aient pris des mesures concrètes pour lutter contre la corruption, comme leur rejet d'élections anticipées au profit d'un gouvernement soi-disant « technique », laissent penser que leurs commanditaires ont choisi de plonger le pays dans une instabilité durable qui ne pourrait qu'affaiblir la coalition au pouvoir.

Georges Berghezan

La guerre des récits

Critiquer la chorale des dirigeants va-t-en-guerre européens vaut illico d'être qualifié (au mieux) de "poutiniste". Air connu. Voici peu, et encore maintenant, apparaît comme "anti-establishment" donnera lieu à l'étiquette de "populiste". Ce film de série B repasse devant nos yeux. Tour d'horizon

"Patron, on a un problème de narratif"

Posé en ces termes, ce n'est pas encore demain que la question se posera avec quelque nervosité dans les huis clos de la Commission européenne ou de l'OTAN. Et pour cause: le "narratif" caresse sans fléchir dans le sens de leur poil. Des médias dominants, il n'y a rien à craindre. Du personnel politique, non plus. La parole de l'OTAN est d'évangile.

Mais, d'abord, mise au point. Vu qu'il n'y a personne qui aurait l'idée d'appeler narratif ce que le voisin de table au bistrot en long et en large raconte de sa vie, personne non plus pour dire que la Bible ou le Coran présentent tout de même un narratif bizarre, personne saine d'esprit, enfin, pour utiliser le mot: on le trouve en général pour faire savant dans des publications que personne ne lit et on peut donc fort bien s'en passer.

Par "narratif", on va par conséquent entendre: comment on raconte, mieux: comment on rend compte d'un quelconque enchaînement de faits. Et le problème survient quand il y a divergence dans l'interprétation desdits faits et enchaînements.

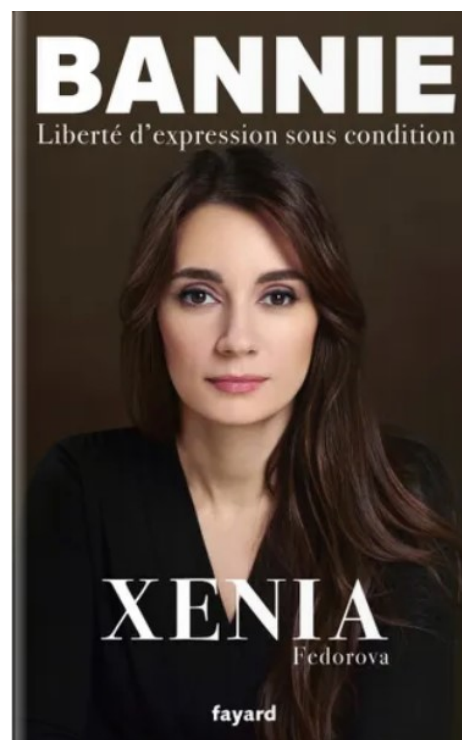
Sur le conflit sanglant en Ukraine, ainsi, il en est qui l'interprète comme résultant d'une condamnable agression russe, et d'autres comme l'aboutissement d'une escalade dans les provocations ciblant la nation russe, entamées selon d'aucuns depuis 1992.

Où est le camp?

Pour caricaturer, on a là, dans l'ordre, la "version pro-OTAN" et la "version pro-russe". Les guillemets sont là pour indiquer que cette terminologie n'est ni partagée, ni exhaustive. L'illustration peut en être rendue par deux axiomes. Le premier s'énonce: quiconque n'accorde pas foi à la version pro-OTAN sera automatiquement disqualifié comme pro-russe. Et le second: autant il est loisible d'être pro-OTAN sans le dire, autant l'accusation d'un positionnement pro-russe vaut assez inextricable banc d'infamie et condamnation sans appel.

Pour le dire autrement, rares sont les médias qui s'affichent explicitement pro-OTAN, alors que pourtant ils le sont presque tous, comme ils sont presque tous prompts à disqualifier les voix qui leur sont critiques comme étant pro-russe.

Dans le livre que Xenia Fedorova vient de publier sur son expérience de journaliste russe à Paris, elle condense cela très bien en exprimant son inquiétude devant la tendance consistant à qualifier *"de fausses les informations avec lesquelles [on] n'est pas d'accord"*, ajoutant que ce procédé *"menace à la fois la liberté de parole et le journalisme."* Elle parle en connaissance de cause.



Nommée en 2014 à la tête de l'antenne française de la chaîne russe d'informations télévisées, *Russia Today*, elle s'est heurtée, dès le départ, à un rejet massif dû au fait qu'elle n'appartenait pas au "bon camp", ce tant par les autorités que par la corporation. Par bon camp, entendre le camp pro-OTAN, nul besoin de faire un petit dessin. Nul besoin, non plus, de rappeler aux lectrices et lecteurs d'Alerte OTAN l'épilogue de son aventure qui verra la Commission européenne (épaulée par les 27 ministres ad hoc des États membres, ce qu'élude Ms Fedorova) carrément interdire en 2022 la diffusion de *Russia Today* en Europe, ce dans l'indifférence de la corporation journalistique devant un acte de censure aussi radical qu'inédit.

Amalgames douteux

D'où le titre du livre, *Bannie - Liberté d'expression sous condition* (Fayard, 296 pages, 21,90 euros). À l'appui, bien involontaire, de son récit: l'article du journal *Le Monde* en date du 26 mars 2025 qui, ne craignant pas d'user de l'amalgame douteux en présentant

l'autrice comme *"L'égérie russe du Groupe Bollore"* (sic), s'est vu offrir une pleine page pour... démolir - ad personam - Ms Fedorova.

Cela donne à réfléchir. En général, dit la sagesse populaire, on ne cherche pas à tuer une mouche à l'aide d'un bazooka. Et alors, de deux choses l'une. Ou bien *Le Monde* déraile en troquant sa plume pour un gros calibre, ou le phénomène Fayard/Fedorova n'a rien d'une mouche. Auquel cas c'est une nouvelle micro-fissure dans l'écrasant front pro-OTAN.

C'est qu'il en est d'autres, pas aussi micro que cela. Le refus de suivisme belliciste de la Hongrie et de la Slovaquie, États membres de l'Union européenne, auxquelles on pourrait ajouter l'Italie qui a rejeté, pour sa part, tout projet d'envoi de troupes en Ukraine, et manifesté massivement, le 5 avril, contre la politique antisociale et guerrière de la Commission européenne. Trois pays sur vingt-sept, cela reste encore d'un assez faible poids.

Le vent tourne, piano

Mais il y a aussi, ici et là, des signes de frémissement. Tels ces textes dans le journal *De Morgen* (une tribune, le 5 mars) et de l'hebdo *Trends/Tendances* (un article, le 17 février). Le premier en appelle à tourner le dos au discours de guerre tenu depuis *"trois ans [par] des experts et des journalistes"* obligés maintenant d'admettre, *"les uns après les autres, qu'ils avaient tort"*. Le second rend compte des analyses de l'influent économiste étatsunien Jeffrey Sachs (entendu par le Parle-

ment européen en février mais ignoré par *Le Soir* et *Le Monde*), analyses diamétralement opposées à celle du "camp pro-OTAN".

Plus qu'un frémissement, peut-être. Car un Sachs, sur la plateforme Facebook, c'est un public de 73.000 personnes, et tel autre, tout aussi critique, le scientifique norvégien Glenn Diesen, essaime vers 96.600 abonnés sur X, Ivan Katchanovski (Université d'Ottawa), en touche 42.700, l'économiste français Jacques Sapir, c'est une audience de 53.000, et ajoutez la voix du Sud, les BRICS+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, etc.), elle entendue par 1.360.000 personnes.

C'est dire que le "comment on raconte" la guerre en Ukraine connaît, vu du côté de l'OTAN, plus que des craquements. Et, partant, que le black-out imposé par le rouleau compresseur du discours dominant n'est pas une fatalité. Commentant une critique récente de l'OTAN faites par le penseur français Emmanuel Todd, Xenia Fedorova condense parfaitement dans son livre l'état de dégradation radicale dans laquelle se trouve la libre discussion publique dans nos sociétés dites démocratiques: *« Cette thèse étayée [de Todd] pourrait être débattue, discutée. C'est aujourd'hui impossible. »*

Impossible n'est pas français, dit-on, et il n'est pas malvenu, ici, de rappeler, avec le philosophe Spinoza, que tout énoncé implique l'existence de son contraire. De même qu'une opinion majoritaire a d'abord été minoritaire, et vice-versa.

Erik Rydberg

Guerre de l'info

En date du samedi 19 avril, le journal *Le Monde* barrait sa Une d'un titre sur six colonnes clamant: *« Bataille de l'information: l'Occident perd du terrain »*, avec renvoi à une double page d'articles et, déjà, sous le titre, une annonce selon laquelle *« la Russie et la Chine investissent dans leurs médias d'État des montants trois à quatre fois supérieurs à ceux de l'Occident »*.

De ces montants à l'état brut, extrapolés par on ne sait quel moyen, on n'en saura guère plus, ni même comment la Chine les utiliserait concrètement. Seule la chaîne d'info russe RT, bannie en Europe, bénéficie de quelques éléments d'analyse. Car ce qui fait fil conducteur unique, et matière à généreuse coulée d'encre, est l'enterrement, par les États-Unis, des émissions *Voice of America*, *Radio Free Europe* et son pendant oriental *Radio Free Asia*, obsèques aggravées, s'alarme le quotidien parisien, par les coupes budgétaires qui frappent la britannique *BBC World Service* et *France Médias Monde*.

Donc, ici, rien cette fois sur l'arrêt du financement à l'étranger de quelque 6.200 journalistes par les États-Unis, dont une large part en Ukraine. Rien non plus sur les "trolls" russes - ou français, tel ce Thierry Wolton auquel le même journal *Le Monde*, en décembre dernier, fit appel pour une vaste charge russophobe, alors que ce journaliste a été qualifié de *« falsificateur »* par l'historien Vidal-Naquet (*Monde diplomatique*, février 2025).

Rien, enfin, sur cette unité de l'Otan chargée de lutter contre la désinformation, celle-ci étant assimilée à tout manœuvres relevant *« d'une amplification volontaire et malveillante »* (*Le Figaro*, 3 avril). À ce compte-là, la plus nuancée des critiques de l'Otan vaudra d'être cartographiée par ladite unité, c'est une de ses missions. Bataille de l'information? Elle sera sans doute plus âpre, et encore plus polarisée. Bons contre méchants.

E.R.

*Palestine, Yémen, Liban...***Le silence médiatique comme arme de guerre**

Dimanche 13 avril 2025 : le bombardement de la ville ukrainienne de Soumy par la Russie fait 34 morts, dont deux enfants. La RTBf qui en fait le tout premier titre de son journal du soir, sa meilleure audience, annonce « *des images terribles [qui] nous viennent d'Ukraine* ». L'émotion est à son comble. *Les États-Unis évoquent une attaque qui dépasse les limites de la décence, Olaf Scholz parle d'une attaque barbare, Georgia Meloni dénonce une attaque russe horrible et lâche, Emmanuel Macron estime que Poutine poursuit une guerre au mépris des vies humaines.* Ursula von der Leyen tweetera sur « *la cruauté russe* » et le côté *barbare et ignoble* de l'attaque, la ministre des Affaires étrangères allemande estime qu'il s'agit d'une *attaque délibérée sur des civils qui démontre la volonté de détruire de Poutine*, son homologue français en appelle l'UE à *asphyxier la Russie*.

Le correspondant de la RTBf est catégorique : « *Je peux vous dire avec certitude que les rues qui ont été touchées n'ont absolument rien de position militaire, ce sont des rues qui sont commerçantes et parfois même piétonnes, et c'est peut-être là la raison pour laquelle des centaines de civils ont été touchés ce matin* »

Deux jours plus tard, l'Ukraine elle-même confirmait la « version russe » : la frappe visait les troupes ukrainiennes qui s'apprêtaient à assister à une cérémonie de remise de prix. « *Le gouverneur de la région a été renvoyé ce mardi 15 avril, pour avoir autorisé l'organisation d'une remise de médailles à des militaires si près de la frontière avec la Russie* »¹.

La nuit précédente, Israël avait bombardé l'hôpital baptiste de Gaza, visant le centre d'urgence, l'unité de production d'oxygène pour les patients en soins intensifs et l'unité chirurgicale. Le 'sujet' n'a pas été évoqué un seul instant au JT ce soir-là.

Jour après jour, nuit après nuit Israël jette ses bombes sur Gaza, brûlant vif, déchiquetant des milliers d'hommes, femmes et enfants mêlés, sans que, la plupart du temps, nos médias ne trouvent nécessaire d'en faire la moindre mention. Le silence n'est rompu qu'à titre exceptionnel - comme lorsque les secouristes du Croissant Rouge ont été tués délibérément et enterrés avec leurs ambulances, une vidéo retrouvée dans le GSM d'une des victimes ayant ici mis en évidence le mensonge éhonté de l'armée sioniste.

A part ces furtives exceptions, le génocide à Gaza, comme les bombardements quasi quotidiens d'Israël sur le Liban, les pogroms des colons en Cisjordanie, ou les bombardements étatsuniens sur le Yémen, en soutien direct d'Israël, - tout est généralement recouvert d'un grand silence.

La focalisation exclusive et unilatérale des médias *mainstream* sur les 'crimes' réels ou supposés de la Russie a pour but et effet d'attiser la haine contre *l'ennemi*. Et de faire accepter à la population les mesures extrêmes de militarisation, et de sanctions contre la Russie. A l'inverse leur silence est une arme d'invisibilisation massive, dont l'objectif est de faire accepter passivement par le plus grand nombre l'horreur en cours. Si les médias montraient jour après jour les images du massacre actuel en Palestine, nos gouvernants ne pourraient plus poursuivre leur politique de complicité, active ou passive, face à Israël.

L'Union européenne est le principal partenaire commercial d'Israël. Ses ports et aéroports sont des voies essentielles pour l'acheminement des armes. Comme a tenu à le rappeler la cheffe de la diplomatie européenne Kaja Kallas, en visite en Israël en mars, une semaine après la reprise du génocide : l'Europe et Israël sont de « *très bons partenaires* »...

Roland Marounek

1. rfi.fr, 15/04/25

La Syrie va dans la bonne direction

Début mars, pendant plusieurs jours, les combattants du Hay'at Tahrir al-Sham parvenu au pouvoir en Syrie grâce à l'appui des pays de l'OTAN et d'Israël, ont mené une campagne d'extermination systématique contre les communautés alaouites. Des villages entiers ont été rasés, leurs habitants massacrés en pleine nuit. Des vidéos de meurtres de masse perpétrés ont fait surface, tels des alaouites obligés de se mettre à quatre pattes et d'aboyer comme des chiens pour se préparer à « *mourir comme des chiens* », dans une fusillade de balles.

La réponse de l'Union Européenne a été d'une fermeté extraordinaire : trois semaines après les pogroms, elle accordait 3 milliards d'euros au nouveau régime.

« *En tant qu'Européens, nous sommes solidaires du peuple syrien, d'une Syrie libre et pacifique* », a déclaré à cette occasion la ministre des Affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock. Et ladite « *flambée de violence* » ? Kaja Kallas explique pourquoi précisément celle-ci justifiait l'aide : « *Elle [la flambée de violence] montre que l'espoir en Syrie ne tient qu'à un fil. Cela montre que nous devons faire davantage pour montrer que la Syrie va dans la bonne direction* »...

Le fait que le nouveau pouvoir syrien déclare vouloir établir de bonnes relations avec la colonie sioniste est assurément, pour l'UE, un pas *dans la bonne direction*.

R.M.

Manlio Dinucci

L'Occident contre le CRINK

Dans l'« Histoire Secrète de la Guerre en Ukraine » le *New York Times* reconstruit avec des détails significatifs que les États-Unis ont fourni à l'Ukraine, durant l'Administration Biden, non seulement d'énormes quantités d'armements pour le montant d'environ 70 milliards de dollars, mais ont planifié et dirigé les opérations militaires ukrainiennes contre la Russie depuis le quartier général de l'U.S. Army en Europe à Wiesbaden, en Allemagne. Que la guerre ait été planifiée et dirigée par les États-Unis et par l'OTAN sous leur commandement nous l'avons soutenu dès le départ sur *Grandangolo* sur la base de faits précis. Sur cette même base nous avons mis en garde contre le facile optimisme que l'Administration Trump mette rapidement fin à la guerre avec un accord direct entre les présidents Trump et Poutine et que, en opposition avec les Alliés européens elle se retire des opérations OTAN contre la Russie voire de l'OTAN même.

Ce qu'est la position de l'Administration Trump a été clarifié par le Secrétaire d'État Marco Rubio à la rencontre des ministres des Affaires Étrangères de l'OTAN, qui s'est tenue à Bruxelles, pour la « *construction d'une OTAN plus forte, plus partagée et plus létale* ». Le Secrétaire d'État a déclaré : « *Les États-Unis sont actifs dans l'OTAN comme ils ne l'ont jamais été. Et certains des hystérismes et des hyperboles que je vois dans les media mondiaux concernant l'OTAN sont injustifiés. Le Président Trump a clarifié qu'il soutient l'OTAN. Nous resterons dans l'OTAN, mais nous voulons que l'OTAN soit plus forte. Les événements de ces dernières années -une guerre terrestre à grande échelle au cœur de l'Europe- nous rappellent que le pouvoir dur est encore nécessaire comme dissuasion. Nous voulons ainsi quitter ces rencontres avec la conscience que chaque membre singulier s'engage et maintienne la promesse d'atteindre une dépense militaire équivalente à 5% du PIB. Les États-Unis aussi devront augmenter leur pourcentage. Parce que si les menaces sont vraiment aussi graves que je le crois et comme le croient les membres de cette Alliance, alors cette menace doit être affrontée avec un engagement plein et réel. Le Président Trump n'est pas contre l'OTAN. Il est contre une OTAN qui n'a pas la capacité nécessaire pour remplir les obligations que le Traité impose à chaque État membre. C'est une vérité dure, mais fondamentale, qui doit être dite maintenant pour construire une OTAN qui aie la capacité de défendre les territoires de nos États nationaux et de décourager toute action agressive contre l'un de nous* ».

À la rencontre de Bruxelles a participé en costume de partenaire même le ministre des Affaires Étrangères de l'Ukraine, à qui les ministres des Affaires Étrangères de l'OTAN, y compris le Secrétaire d'État Marco Rubio, ont garanti un soutien militaire ultérieur. Complètement ignoré le fait, dénoncé par Moscou, que Kiev continue à attaquer les infrastructures énergétiques russes en violant l'accord avec Trump, que la Russie par contre observe en n'attaquant pas celles de l'Ukraine.

Pendant qu'il continue à renvoyer la rencontre promise avec le président Poutine, le président Trump a en programme d'aller au Moyen-Orient où les États-Unis sont en train de renforcer leur présence militaire en préparant de concert avec Israël l'attaque de l'Iran, pays des BRICS avec qui la Russie est sur le point de conclure un accord stratégique aussi. Ce qu'est la stratégie de l'Occident a été déclaré par le Secrétaire Général de l'OTAN à la rencontre des ministres des Affaires Étrangères à laquelle a participé le Secrétaire d'État USA : « *La Russie est notre menace à long terme, mais aussi les problèmes croissants avec la Chine, la Corée du Nord et l'Iran. Ces quatre pays sont de plus en plus reliés et ces deux théâtres d'opération sont de plus en plus connectés et entrelacés* ». Le thème est amplement traité par un groupe d'analystes qui, dans le *Wall Street Journal*, explique comment « *Chine, Russie, Iran et Corée du Nord se sont unis en un nouvel axe, le CRINK, qui est en train de travailler contre l'Amérique pour défier les sanctions occidentales et miner les intérêts des États-Unis* ».

Bref résumé de la revue de presse internationale **Grandangolo** du vendredi 4 mars 2025 sur la chaîne TV italienne **Byoblu**
<https://www.byoblu.com/2025/04/04/loccidente-contro-il-crink-grandangolo-pangea/>
 Traduit de l'italien par M-A Patrizio

Le New-York Times : Oui, les Etats-Unis ont fait la guerre à la Russie par Ukrainiens interposés

« L'Ukraine a été, sur un plan plus large, un remake de la longue histoire des guerres par procuration entre les États-Unis et la Russie - le Viêt Nam dans les années 1960, l'Afghanistan dans les années 1980, la Syrie trois décennies plus tard. » Le New-York Times, agent de la propagande russe ? Un article paru fin mars¹ révèle à quel point les États-Unis ont été impliqués à chaque étape de la guerre en Ukraine et à tous les niveaux : planification, renseignements et détermination des cibles, entraînements et fourniture d'armes... « Un chef du renseignement européen s'est rappelé avoir été surpris d'apprendre à quel point ses homologues de l'OTAN s'étaient imbriqués dans les opérations ukrainiennes. 'Ils font désormais partie de la chaîne d'exécution' [the kill chain] a-t-il déclaré »

On se rappellera de J.D. Vance reprochant à Zelensky son manque de gratitude envers les USA. Le NYT évoque une anecdote montrant dans quel sens devrait réellement aller la 'gratitude' : un général ukrainien s'étonnait qu'un homologue US sur le départ lui dise « merci » : « "Pourquoi me remerciez-vous ?" se souvient le général Zabrodsky, "c'est moi qui devrais vous remercier." Le général [US] Donahue explique alors que ce sont les Ukrainiens qui se battent et qui meurent, testant ainsi le matériel et les tactiques américains... »

En réalité, la guerre des États-Unis contre la Russie n'a jamais cessé. Froide, tiède ou chaude. Depuis la dissolution de l'URSS, ils ont cherché à éterniser l'OTAN jusqu'aux portes de la Russie, et en particulier à faire de l'Ukraine un pion essentiel dans la stratégie US. Un pas capital a été franchi avec le coup d'état soutenu de manière ouverte par les Etats-Unis en 2013-2014, en s'appuyant sur les hyper-nationalistes fascisants, portant au pouvoir - contre la majorité des Ukrainiens exprimée dans les urnes - des russophobes rabiques trop heureux de rentrer dans les plans étatsuniens. La base navale de Sébastopol 'aurait dû' tomber dans l'escarcelle de l'OTAN, bloquant le passage vers la Méditerranée : une belle prise de guerre...

L'année passée le même New-York Times révélait l'existence d'un réseau de 12 bases secrètes de la CIA le long de la frontière russe, construites au cours des 8 dernières années. Depuis 2014, les États-Unis et l'OTAN se sont installés de plus en plus profondément en Ukraine. La trajectoire suivie par l'Occident conduisait inexorablement à la guerre. A tort ou à raison, la Russie a estimé en février 2022 qu'elle ne pouvait plus se permettre d'attendre que l'OTAN ait bien terminé les préparatifs de sa destruction.

Le Times rappelle combien dans les premiers mois, Américains et Ukrainiens, forts de cette alliance secrète, étaient certains de la victoire. Trois ans plus tard, l'effondrement espéré de la Russie ne s'est pas produit, malgré les franchissements successifs des 'lignes rouges'. Et aujourd'hui les Etats-Unis se posent en médiateurs de leur propre guerre ! Mais la guerre n'est pas finie. L'Occident ne cherche pas une paix durable avec la Russie. Juste pour certains un 'conflit gelé' - qui puisse être dégelé en temps opportuns.

Roland Marounek

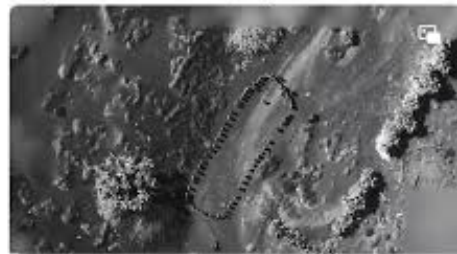
1. <https://archive.ph/0oEnY>

Oups...



These Houthis gathered for instructions on an attack. Oups, there will be no attack by these Houthis!

They will never sink our ships again!



Donald Trump a partagé sur les médias sociaux une vidéo montrant une frappe aérienne US au Yémen fauchant des dizaines de personnes. Trump agrémentait ce massacre d'un commentaire supposé être drôle : « Ces Houthis sont rassemblés pour des instructions en vue d'une attaque. Oups, il n'y aura pas d'attaque par ces Houthis ! »

Le rassemblement en cercle présenté dans la vidéo, est une formation traditionnelle yéménite, observée lors des événements civils et des fêtes : rien n'indique que ces personnes non armées avaient quelque chose à voir avec les 'Houthis', mais bien plutôt qu'ils étaient juste des civils réunis pour quelque célébration.

Le plus saisissant, ce n'est pas tant l'ignominie d'un Trump plaisantant sur ce qui est un pur acte de terrorisme, mais la parfaite indifférence avec laquelle ce massacre a été accueilli : ici, aucun responsable occidental pour se déclarer horrifié, pour dénoncer la barbarie et la lâcheté de l'attaque, ou le mépris des vies humaines qu'elle manifeste...

L'administration Trump a déjà mené des dizaines de bombardements sur des cibles civiles au Yémen ; dans la nuit du 17 au 18 avril le bombardement du port pétrolier de Ras Issa sur la mer Rouge a fait au moins 74 morts et des centaines de blessés, tout en détruisant une infrastructure civile essentielle.

R.M.

Ambassade ou forteresse?



Les autorités communales d'Etterbeek ne souhaitent manifestement pas que les États-Unis, déménageant chez eux leur ambassade, dans les anciens bâtiments de la banque ING au Cours-Saint-Michel, en fassent l'arrogante réplique de leur forteresse actuelle, rue du Régent, où ils ont privatisé une voirie ex-publique (rue Zimmer), et installé à front des chevaux de frise intimant au quidam que là, il n'est plus chez lui, ce n'est plus Bruxelles, c'est Washington D.C., voire chasse gardée de la CIA. De fait, lorsqu'on jette un coup d'œil au nouveau site etterbeekois, c'est un espace de 100.000 m2 sur quatre hectares, soit un chouïa plus qu'il ne faudrait pour abriter des guichets de délivrances de visa ou d'homologation. Bien assez par contre, pour le dire avec quelque candeur, pour accueillir lobbyistes, espions, militaires en civils, influenceurs, experts en guerre numérique, maîtres-chanteurs et autres agents chargés de faire pression.

Erik Rydberg

Neutralité, dites-vous?

Une double page dans l'hebdomadaire suédois Proletären du 20 mars (communiste) développe et analyse campagnes et résistances en Irlande autour d'une hypothétique adhésion de la République - patrie de Joyce et de Yeats - à l'Otan.

Ce ne sera pas chose aisée, un sondage récent indiquant que seuls 17% des sondés sont en faveur d'une adhésion à l'Alliance atlantique; contre 31% à partager cette opinion au nord, occupé par la Grande-Bretagne. Ils le sont d'autant moins que la République d'Irlande fait partie de cette valeureuse escouade de nations qui font profession de neutralité en Europe. Tel est également le cas de la Serbie, de la Suisse et de l'Autriche. La Belgique l'était en 1831 mais perdra sa "neutralité permanente" constitutive par le Traité de Versailles, 1919. Pour les pacifistes de tous pays et de toutes séductions philosophiques, il y a là comme un étendard à brandir: Paix et Neutralité, ici et maintenant!

E.R.

SHAPE : 1 milliard pour de nouveaux bâtiments

Malgré le psychodrame joué autour de la présidence Trump, et les prétendues 'craintes' d'un abandon de l'Alliance Atlantique par les Etats-Unis - qui signifierait clairement sa fin -, l'optimisme règne à l'OTAN : L'Organisation militaire a programmé la construction d'un tout nouveau complexe pour le SHAPE de Mons, qui devrait être terminé à l'horizon 2030. Coût : 1 milliard €

Le SHAPE, acronyme en anglais de '*Quartier général suprême des puissances alliées en Europe*', est l'endroit depuis lequel toutes les opérations militaires de l'OTAN sont lancées et supervisées : manifestement les temps actuels sont source d'euphorie pour l'Alliance.

Parallèlement, l'OTAN étudie l'édification d'une aile supplémentaire à ses bâtiments pourtant flambants neufs du son siège à Bruxelles. Explicitement pour accueillir la Finlande, la Suède, et *tous les nouveaux membres à venir...*

On est décidément loin de la 'mort cérébrale' diagnostiquée par Macron en 2019. (source Euraktiv, 18 avril).



La Paix, c'est la Guerre : Affiche de propagande tirée de l'expo sur les 70 ans du SHAPE au musée de la guerre de Mons (2021) : « *les Alliés Atlantiques travaillent ensemble pour la paix et la sécurité* »

Vous pouvez recevoir notre bulletin trimestriel Alerte OTAN...

- par voie postale, en versant la somme de 25€ pour 4 numéros au compte csotan BE94 0682 4474 9114
- par email: envoyez votre demande à info@csotan.org

Le nerf de la paix...

Le Comité de Surveillance OTAN ne vit que par le soutien de ses lecteurs et de ses amis.

Votre contribution sera toujours la bienvenue et peut être versée au compte

csotan BE94 0682 4474 9114

INAUGURATION DU NOUVEAU PARC HIBAKUSHA

SUR LE CAMPUS DE NIMY DE L'UMONS

Avenue du Champ de Mars à 5000 Mons

Samedi 10 mai 2025 à 10 heures



Son renouveau témoigne de notre engagement envers les générations futures : transmettre le devoir de mémoire et sensibiliser au danger toujours présent des armes nucléaires.



Merci de confirmer votre présence

contact@parc-hibakusha.be
www.parc-hibakusha.be